

Notes pour une allocution du Chef du Bloc Québécois

Ottawa – 27 novembre 2008

La version prononcée fait foi

Introduction

Merci M. le président.

La semaine dernière, en réplique au discours du Trône, je disais ceci :

« Nous vivons des temps de crise et les gens comptent sur nous. Il y a des moments dans la vie politique, en particulier dans un Parlement minoritaire, où l'idéologie et le manque d'ouverture deviennent carrément déplacés. »

C'est ce que je disais la semaine dernière, avec l'espoir que le gouvernement comprenne ses responsabilités. L'inverse s'est produit : ce que le gouvernement conservateur a présenté aujourd'hui, ce n'est pas un énoncé économique, c'est un énoncé idéologique. Une idéologie qui aveugle le gouvernement à tel point qu'il ne voit pas l'urgence d'agir.

Au lieu de présenter un plan de relance de l'économie, de lui donner de l'oxygène, le Premier ministre a choisi d'étouffer l'économie. Le Premier ministre a décidé de laisser tomber les entreprises, les régions et les gens. Le gouvernement conservateur a abdiqué toutes ses responsabilités.

Pire encore : au lieu de s'attaquer à la crise économique, le gouvernement conservateur a décidé de s'attaquer à la démocratie, ainsi qu'aux droits des femmes et des travailleurs. Le Premier ministre a fait passer l'idéologie avant l'économie. Il a fait passer la partisanerie avant la démocratie. Et il a choisi de s'attaquer au Québec.

M. le président, le gouvernement vient de provoquer de toute pièce une crise démocratique. L'économie est menacée par l'idéologie du Parti conservateur; les principes démocratiques, aussi, sont menacés par le Parti conservateur; les droits des travailleurs et des femmes sont menacés par le Parti conservateur; et la situation financière du Québec est menacée par le Parti conservateur.

Cet énoncé va très clairement à l'encontre des intérêts fondamentaux du Québec. Les Québécois nous regardent.

Comment les élus de cette Chambre pourront, à leur tour, les regarder dans les yeux si nous n'agissons pas de façon décisive pour combattre de toutes nos forces la crise économique qui s'abat sur nous?

Comment les élus de cette Chambre pourront-ils regarder les citoyens dans les yeux si nous ne protégeons pas les droits des travailleurs et des femmes, la situation financière du Québec et la démocratie.

Une chose est certaine : tous les élus du Bloc Québécois pourront regarder les Québécois dans les yeux, car nous n'allons pas plier sur ces principes fondamentaux.

L'idéologie avant l'économie

Tous se souviennent que le Premier ministre a choisi d'aller en élections pour des raisons strictement partisans. Il a ainsi décidé de dépenser plus de 300 millions de dollars. 300 millions qui auraient pu être consacrés à cette bataille qui doit être menée contre la crise économique.

Surtout, le Premier ministre a perdu un temps précieux. Le contraste est frappant entre ce gouvernement conservateur et les autres gouvernements dans le monde. Le gouvernement chinois, par exemple, a décidé d'agir en mettant en place un plan de relance de 700 milliards de dollars. L'Europe annoncé un plan de 318 milliards de dollars. Nos voisins américains vont y aller d'un plan de près de 850 milliards de dollars. La plupart des pays européens sont en déficit et pourtant, ils n'hésitent pas à agir avec force pour soutenir et relancer leur économie. Le gouvernement américain multiplie les déficits et pourtant, malgré cela, il n'hésite pas à agir avec force pour soutenir et relancer leur économie. Si les gouvernements du monde entier agissent avec vigueur, c'est qu'ils sont conscients de l'urgence d'agir.

Ici, malgré les surplus qui se sont multipliés depuis dix ans, le gouvernement conservateur a non seulement refusé de présenter un plan, de donner de l'oxygène. Il a sciemment choisi d'étouffer l'économie pour faire avancer son idéologie rétrograde de réduction de l'État.

Nous sommes prêts, bien sûr, à faire des économies, sur nos salaires ou en réduisant la croissance des dépenses bureaucratiques du gouvernement. Mais le but de ces économies, ce ne doit pas être de réduire l'État sous le prétexte d'éviter un déficit ponctuel. C'est de soutenir l'économie et les gens.

Le Premier ministre affirme qu'il a déjà agi en baissant les impôts. Mais si les actions du Premier ministre étaient suffisantes, comment se fait-il que selon son propre aveu, le Canada entrera en récession, si ce n'est pas déjà fait?

Tout le monde peut constater que le gouvernement conservateur n'a aucune imagination, aucune idée novatrice et aucun plan sérieux pour faire face à la crise.

C'est tout le contraire au Bloc Québécois, nous qui avons proposé un plan de relance de l'économie avec des propositions constructives, réalistes et nécessaire. En rejetant ces propositions, le Premier ministre a montré qu'il n'avait aucunement l'intention de faire preuve d'ouverture, de faire les compromis nécessaires. Le Premier ministre a fait passer l'idéologie avant l'économie.

L'idéologie contre les droits des travailleurs et des femmes

On connaît le Parti conservateur du Premier ministre qui n'est en fait que le Reform Party affublé d'un masque. Cet énoncé en est la preuve.

Le gouvernement a en effet décidé de profiter de la crise pour s'attaquer aux droits des femmes et des travailleurs. Chose stupéfiante, le gouvernement propose en effet de suspendre le droit de grève des fonctionnaires. Il a décidé de s'attaquer au droit des femmes, en soumettant leur droit à l'équité salariale à la négociation. M. le président, depuis quand les droits sont-ils soumis à la négociation? C'est odieux.

Jamais nous n'accepterons que le gouvernement s'attaque ainsi au droit des femmes et des travailleurs. Jamais!

Attaques contre le Québec

Au lieu de se préoccuper de l'économie, le Premier ministre a encore une fois décidé de s'attaquer au Québec.

Le Premier ministre a passé la dernière campagne à déclarer son amour au Québec. On voit bien maintenant que ces déclarations n'étaient pas sincères.

Il a encore une fois répété sa volonté d'imposer une agence fédérale des valeurs mobilières, allant ainsi à l'encontre de l'unanimité à l'Assemblée nationale. En imposant un plafond à la péréquation, le gouvernement conservateur menace très sérieusement la situation financière du Québec. Selon une étude la banque TD, cette décision pourrait coûter 450 millions de dollars annuellement au gouvernement du Québec. On appelle ça pelleter ses problèmes dans la cour du voisin.

Ces décisions s'ajoutent à l'abandon de l'économie forestière et manufacturière, des régions du Québec, des coupes en cultures et des compressions contre les organismes de développement économique.

Jamais le Bloc Québécois ne va laisser passer ça.

Une crise démocratique

Non satisfait de faire passer l'idéologie avant l'économie, de s'attaquer aux travailleurs, aux femmes et au Québec, le Premier ministre ajoute l'insulte à l'injure en faisant passer la partisanerie extrême qui le caractérise avant la démocratie.

Je cite le Premier ministre, qui s'exprimait ainsi le 8 décembre 2005 à propos de sa réforme du financement des partis politiques :

« Ces mesures sont directement inspirées des réformes amenées par René Lévesque, il y a une trentaine d'années, des réformes dont tous les Québécois peuvent être très fiers, a expliqué Stephen Harper. Le Québec a été un pionnier dans la réforme électorale. »

En annonçant son intention d'éliminer le financement public des partis politiques, le Premier ministre trahit la mémoire de René Lévesque. Le financement public était au cœur de la réforme de René Lévesque. Cette volonté de sabrer ce financement est une attaque directe contre la démocratie.

En prétextant la crise économique et des économies de 30 millions de dollars, le gouvernement conservateur a exposé à la face du monde toute l'étendue de son hypocrisie.

Il y a à peine quelques semaines, le Premier ministre a en effet déclenché des élections pour des raisons strictement partisans. Il a dépensé 300 millions de dollars, soit 10 fois plus que les économies qu'il irait chercher en éliminant le financement des partis politiques.

Qu'est-ce que le Premier ministre va nous annoncer de nouveau dans le prochain budget ? Songe-t-il à fermer le Parlement pour économiser 500 millions de dollars?

Le Premier ministre a créé une crise démocratique de toute pièce simplement pour se donner un avantage partisan, parce que ce gouvernement a pour but de faire taire toute forme d'opposition : faire taire les artistes, faire taire les femmes, faire taire les syndicats et faire taire l'opposition. C'est triste et c'est indigne d'un chef d'État.

Conclusion

M. le président, les rares mesures positives dans cet énoncé sont soit de vieilles mesures déjà annoncées, soit insuffisantes.

La décision de reprendre des blocs hypothécaires est sensée, mais en aidant ainsi les banques, pourquoi le gouvernement n'impose-t-il pas ses conditions? Pourquoi ne pas en profiter pour mettre sur pieds une équipe de veille pour s'assurer que les PME ont bel et bien accès au crédit?

Pour ce qui est des retraités, réduire de seulement 25% et pour seulement une année le retrait obligatoire des FERR, c'est nettement insuffisant. Le gouvernement aurait dû repousser à 73 ans l'âge auquel les retraités ont l'obligation de transférer leur RÉER en FEER.

En définitive, M. le président, le gouvernement conservateur a fait passer l'idéologie avant l'économie et avant les gens. Il s'est attaqué aux droits des femmes, des travailleurs et il s'est attaqué au Québec.

Cet énoncé va très clairement à l'encontre des intérêts et des valeurs du Québec et nous allons nous y opposer catégoriquement.